Irak : mais où est donc passée la 7e Compagnie ?

Véhicules militaires abandonnés par les forces irakiennes à Ramâdi

La prise de Ramâdi, chef-lieu de la province d'al-Anbâr, par l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EI, EIIL, DAESH) (1) a fait l'objet du précédent billet de ce blog (2). On y évoquait les vieux démons de ce malheureux pays et leur influence sur le cours de la guerre. Aujourd'hui, des informations commencent à filtrer du terrain et à jeter une lumière crue sur un échec militaire, politique et administratif dont les répliques à terme n'ont sans doute pas fini de se faire sentir.

Ramâdi était la ville de garnison de la 7e non pas compagnie mais Division d'Infanterie irakienne – peu ou prou 10 000 militaires, intendance comprise, dont certains peut-être déployés plus au nord. De nombreux policiers membres d'unités paramilitaires régies par le ministère de l'Intérieur s'y trouvaient affectés de manière permanente. Des éléments des forces spéciales étaient présents, et une vidéo amplement diffusée sur Internet illustre leur fuite précipitée de Ramâdi (cf ci-dessous).

La question reste de savoir comment, alors qu'al-Anbâr n'a jamais cessé de faire l'objet d'attaques plus ou moins virulentes, le gouvernement de Bagdad a pu se faire surprendre au point d'en perdre le chef-lieu…

Des fantômes dans la tempête (de sable)

Très vite, on a trouvé une explication plausible à l'absence de soutien aérien : une tempête de sable. En effet, ce jour-là, le vent était de la partie et la densité de sable en suspension à certaines altitudes rendait, parait-il, la perception du terrain trop imparfaite pour procéder à de l'appui aérien rapproché, rendu *a fortiori* plus délicat encore en zone urbaine qu'ailleurs (3). Reste que l'aviation ne fait pas tout, que les jihadistes n'avaient pas non plus d'appui aérien, que le vent des sables soufflait tout autant pour eux que pour les forces de sécurité irakiennes, qu'en son temps Clausewitz rappelait avec raison les avantages multiples du défenseur sur l'assaillant, et qu'enfin les vicissitudes météorologiques n'ont pas entravé de manière rédhibitoire la fuite des combattants gouvernementaux.

Après la bataille, les réseaux sociaux se sont trouvés inondés de messages triomphaux des supporters de l'Etat Islamique, clamant que *150 moudjahidines ont mis 25 000 soldats irakiens en déroute*. Sans vouloir vexer personne, l'affirmation sonne tellement faux qu'avec la meilleure volonté du monde, elle écorche trop le sens critique pour être admise par l'*exégète amateur* (4). D'une part, Daesh n'est pas assez stupide pour communiquer l'effectif réel engagé dans une opération. D'autre part, le passé a prouvé sans aucune ambiguïté que lorsqu'il s'agit de compter les combattants gouvernementaux irakiens, maîtriser l'arithmétique ne fait pas tout, et la consultation des tableaux d'effectifs des unités non plus. La vérité est ailleurs… Ce qui est crédible, c'est

que les jihadistes n’avaient pas l’avantage du nombre. Ce qui éveille la curiosité, c’est la question de savoir à quel point et pour quelles raisons.

Le précédent billet de Kurultay.fr, dédié à l’affaire de Ramâdi, faisait allusion à la malheureuse affaire, soulevée fin 2014, des *50 000 soldats fantômes* de l’armée irakienne, qui ne mettaient pas un pied à la caserne – et encore moins au combat, ça va de soi – moyennant le versement d’une part de leur solde à leurs officiers corrompus. Or, le Washington Post vient de publier un article (5) tendant à indiquer que lesdits fantômes auraient fait des petits, et qu’il ne s’agirait là que d’un défaut parmi tant d’autres à la cuirasse de l’Etat irakien.

L’EI parade à Mossoul le 25 juin 2014. Déjà en cette occasion, l’effectif combattant irakien différait nettement de l’effectif théorique.

Le Washington Post cite un analyste politique irakien, Ahmed

al-Sharifi, qui estime l'effectif engagé à Ramadi par le gouvernement irakien à 25 000, répartis comme suit: 2000 combattants et 23 000 *soldats fantômes*. On lui laisse la responsabilité des comptes, que votre serviteur n'est pas en mesure de contrôler. Reste que si l'on a relevé, en novembre 2014, qu'un militaire sur six était un fantôme, on se demande bien comment la faillite morale qui a conduit là pourrait avoir été soldée en mai 2015. Mossoul à l'été 2014 et Ramâdi au printemps 2015, même combat ? A moins de croire l'Irak capable de se réformer de fond en comble en onze mois, comment pourrait-on répondre à cette question par un « non » catégorique ? Est-il farfelu d'envisager alors qu'en zone de fort danger, l'absentéisme payé puisse se révéler très supérieur à ce qu'il est pour des affectations plus « tranquilles »? A chacun d'en juger.

Policiers non payés et armés au marché noir

Cette plongée dans un océan de corruption que nous propose le Washington Post recèle toutefois d'autres attraits. Après l'armée, la police (6)… Ainsi le colonel Eissa al-Alwani, officier haut placé dans la hiérarchie policière de Ramâdi, signale que la police locale, manquant de tout, s'est trouvée réduite à quémander auprès de la population et d'hommes d'affaires des fonds destinés à acheter des armes et des munitions… au marché noir (7) ! Omar al-Alwani, lui, est un chef tribal sunnite. Il affirme que 3 000 hommes des tribus locales ont combattu ces derniers mois aux côtés des policiers, et témoigne que ces derniers accusaient un retard de six mois dans la perception de leur salaire, tandis que l'Etat Islamique perpétrait des attentats contre eux et leurs familles. Il précise que beaucoup ont pris la fuite. On le croit sans peine.

Réfugiés sunnites sur les routes de Ramâdi à Baghdad.

En somme, nous avons là : un Etat irakien corrompu jusqu'à la moelle; des combattants théoriques qui ne combattront jamais, bien qu'on leur verse une solde; des forces paramilitaires dont on ne paie pas les salaires et dont on n'assure même pas l'intendance; des tribus sunnites qui seraient disposées à combattre l'EI comme elles ont combattu AQI en son temps (8) mais que l'Etat irakien rechigne à armer, de peur qu'elles ne se retournent contre lui voire qu'elles rejoignent l'EI – une telle défiance est-elle de nature à fidéliser ces tribus ? –; des milices chiites largement soutenues et coordonnées par l'Iran (9), qu'apparemment on arme, paie et nourrit à peu près correctement et qui, entre deux batailles, se filment en train de pratiquer les pires exactions contre les populations sunnites et publient sur Internet des vidéos aussi abominables que celles de Daesh…

Le projet français en Irak

Triste spectacle que tout cela, mais il ne faudrait pas éluder un aspect du problème: nous sommes impliqués, nous, occidentaux en général et Français en particulier. Nos armées agissent là-bas, effectuant des raids aériens, des missions de

reconnaissance, des opérations spéciales, et dispensant des formations aux forces gouvernementales. Ces dernières bénéficient d'un afflux massif d'armement étranger. Quel contrat – au minimum moral – nous lie à l'Etat irakien ? Les Etats-Unis et l'Iran se livrent, dans la région, une concurrence d'influence bien visible tandis que l'Irak, comme pour en tirer profit, se montre fort chatouilleux sur la question de sa souveraineté (10). Voici l'orgueil retrouvé depuis l'été dernier, mais pour quels résultats ? En somme, l'on aide un Etat incompétent et corrompu au sein et en marge duquel évolue une mafia notoire. Cet Etat, bien qu'incapable de remettre dans l'ordre le puzzle sociétal irakien, ne manque pas une occasion d'attiser les concurrences régionales pour étayer des caprices d'enfant gâté. Et voilà que pour solde de tout compte, il cristallise sur le champ de bataille le catalogue de ses turpitudes sous la forme d'un nouveau désastre militaire venu nous rappeler qu'en un an, dans le fond, il n'a pas changé. N'oublions pas qu'il s'agit bien là de l'administration irakienne née de la guerre américaine de 2003, où Jacques Chirac avait refusé d'impliquer la France.

L'OTAN, dont la France a rejoint le commandement intégré en 2009 après quarante-trois ans passés en dehors, est officiellement sortie du conflit afghan. Cela aurait pu être l'occasion de livrer au débat public l'établissement d'un bilan. Celui d'une manière de faire la guerre et celui d'un certain atlantisme. Après tout, et même si on connaissait déjà un peu le sujet, on y a acquis une expérience de première bourre en termes d'assistance mal ficelée et horriblement coûteuse – tant en vies humaines qu'en argent – à un Etat tout entier livré à une corruption galopante. On aimerait que sur la scène politique, quelqu'un lance le débat, pose les questions structurantes. Par exemple, lutter CONTRE le terrorisme certes, mais surtout lutter POUR quoi ? Aider un Etat tiers certes, mais sur la base de quel contrat gagnant / gagnant ? S'allier avec d'autres nations occidentales, pourquoi pas, mais pour l'intérêt de qui, au détriment de qui,

pour faire quoi et à quel prix ? Faire la guerre, *why not*, mais avec quels buts, pour réaliser quoi ? On en a déjà parlé sur Kurultay.fr : pour gagner une guerre, il est indispensable de savoir à quoi ressemblerait la victoire. On nous dit vouloir « éradiquer la menace jihadiste ». Certes. On y croit… Quel est le projet ? Que veut-on construire ? En passant aux yeux du monde pour les wagons d'un jeune pays d'outre-Atlantique trop puissant pour sa propre maturité, votre serviteur craint que notre vieil hexagone n'aille nulle part. Jean-Yves le Drian a affirmé plusieurs fois que la France est leader au Sahel tandis que les Etats-Unis le sont en Irak. Admettons. Pourquoi, alors, ne pas se concentrer sur le Sahel? Les USA seraient donc incapables de s'en sortir en Irak sans les douze chasseurs, l'unique AWACS et le non moins unique Atlantique 2 de l'opération Chammal (11) ? Certes pas. Il faut croire, alors, que la France a un projet irakien. L'exégète amateur est impatient d'enfin savoir le quel. Il cède donc volontiers la parole aux inspirateurs professionnels des saintes écritures de la République.

Jean-Marc LAFON

(1) L'emploi de l'acronyme « Daesh » (équivalent en arabe d'EIIL) a été reproché à l'auteur comme « péjoratif ». Le but ici n'étant pas de faire plaisir à quiconque, j'utiliserai à la fois EI (ça ennuiera ses ennemis) et Daesh (ça ennuiera ses partisans), pour être certain d'irriter le plus grand nombre.

(2) *A Ramâdi, l'Irak retrouve ses vieux démons*, Jean-Marc LAFON : http://kurultay.fr/blog/?p=255

(3) *ISIS Fighters Seize Advantage in Iraq Attack by Striking During Sandstorm* par Eric SCHMITT & Helene COOPERMAY, New York Times
http://www.nytimes.com/2015/05/19/world/middleeast/isis-fighters-seized-advantage-in-iraq-attack-by-striking-during-sandstorm.html

(4) Définition selon Jean-Jacques URVOAS de quelqu'un qui se permet d'argumenter publiquement un avis opposé au sien: *Urvoas défend son projet contre les « amateurs »* Christine TREGUIER, Politis.fr http://www.politis.fr/Urvoas-defend-son-projet-contre,30769.html

(5) *Fall of Ramadi reflects failure of Iraq's strategy against Islamic State, analysts say,* Hugh NAYLOR, Washington Post: http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/fall-of-ramadi-reflects-failure-of-iraqs-strategy-against-islamic-state-analysts-say/2015/05/19/1dc45a5a-fda3-11e4-8c77-bf274685e1df_story.html

(6) Outre les services chargés des missions classiques de police, cette administration rassemble, sous l'égide du ministère irakien de l'Intérieur, d'importantes forces paramilitaires dont il est en particulier question ici.

(7) Est-il farfelu d'imagier que L'EI puisse figurer parmi ceux qui tirent quelque argent de ce marché noir?

(8) Al Qaïda en Irak, l'ancienne « raison sociale » de ce qui est devenu l'Etat Islamique en Irak et au Levant.

(9) Au point qu'à force de se faire photographier à leurs côtés, le jusque là discret général iranien Qasem Soleimani, du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique, est devenu une célébrité des réseaux sociaux…

(10) Ainsi le fait que l'Irak n'ait pas demandé l'aide de la coalition dirigée par les Etats-Unis lors des combats pour Tikrit n'avais pas manqué de soulever des interrogations…

(11) Source Etat-major des armées, *Chammal: point de situation au 13 mai 2015* http://www.defense.gouv.fr/var/dicod/storage/images/base-de-medias/images/operations/cartes-des-theatres-d-operation/carte-opex/4301039-12-fre-FR/carte-opex.jpg

A Ramâdi, Bagdad retrouve ses vieux démons

Un combattant de Daesh auprès de véhicules Humvee abandonnés par les forces irakiennes à Ramâdi, le 18 mai 2015

L'objectif affiché ces derniers mois était, pour le gouvernement irakien, la reprise de Mossoul (1). Dans la nuit du 17 au 18 mai 2015, les autorités de Bagdad admettaient que Ramâdi, 200 000 habitants, adossée à l'Euphrate, chef-lieu de la province d'al-Anbâr, se trouvait désormais aux mains des combattants de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EI, alias Daesh). Par leur incapacité à tenir cette ville clef un an après leur déroute au nord, les forces gouvernementales enregistrent leur plus humiliant échec depuis l'été 2014. Comment en est-on arrivé là et où va-t-on ?

La province irakienne d’al-Anbâr, dont Ramâdi est le chef-lieu

Dans un précédent billet sur ce même blog, on passait en revue la doctrine du *Management de la Sauvagerie (2)*. Il n’aura pas échappé au lecteur attentif que pour être éligible au rang de théâtre d’opérations pour le jihad, un territoire doit offrir de la profondeur géographique. Traduisez: être si vaste que les forces gouvernementales doivent dégarnir des pans entiers de territoire pour espérer être efficaces dans d’autres. C’est évidemment le cas en Irak… Une des dures réalités de la guerre est que si on concentre ses forces, on devient localement puissant mais on déshabille militairement des territoires. En contrepartie, si on cherche à être présent partout, on

disperse ses forces et on est alors faible partout. Or, les forces favorables au gouvernement irakien (3) ont concentré une grande partie de leurs moyens militaires sur le chemin de Mossoul (axe nord-sud), encouragées en cela par les difficultés rencontrées de Tikrit à Baiji, où presque chacun de leur succès est fragilisé voire annulé par de vives réactions de Daesh. Les zones vives de la province d'al-Anbâr (axe est-ouest) s'en sont trouvées dégarnies en termes de troupes opérationnellement valables. C'est, pour ainsi dire, mécanique. Mais d'autres facteurs que nous allons aborder, éminemment politiques, ont favorisé cette vulnérabilité. Daesh a su en profiter, fort de ses caractéristiques fondatrices : une vision du monde où politique et religion ne sont qu'un seul et même sujet; un pragmatisme et une expérience qui l'empêchent d'oublier que guerre et politique ne sont, là encore, qu'un seul et même sujet. A titre de synthèse, on appelle cela le jihadisme…

Combats en Irak : qui affronte qui ?

Le spectateur lointain de l'actualité irakienne tend à croire que le conflit oppose « simplement » Daesh à l'armée de Bagdad. Or, dans la région, rien n'est aussi simple. L'Irak est une mosaïque, d'un point de vue religieux mais également tribal et politique, les trois aspects étant subtilement liés. L'Islam y est massivement majoritaire, mais divisé. Une part de la population – et une part seulement –, notamment urbaine, affiche un penchant laïc prononcé. Le profond clivage chiites / sunnites y est bien présent, aggravé par les plaies non-cicatrisées héritées de l'ère Saddam Hussein puis de l'occupation US. La communauté chiite, numériquement plus imposante, est plus particulièrement présente au sud. Elle est l'objet de toutes les attentions de la part de Téhéran, et permet à l'Iran, outre la fluidification des échanges

économiques, de se créer en Irak une sorte de zone tampon sécurisant une part du millier de kilomètres de frontière commune (4). Au nord, on trouve notamment les tribus sunnites, mais aussi les Kurdes – avec une forte composante laïque et nationaliste. Loin d'être exhaustive, cette énumération ne vise qu'à attirer l'attention du lecteur sur les subtilités du tissu social local. Elle est synthétique à l'extrême et le sujet s'accommode mal des résumés (5).

L'armée irakienne ne manque pas d'équipements, fournis notamment par les Etats-Unis et leurs alliés d'une part, et par l'Iran d'autre part. Elle bénéficie également de cursus de formation de qualité dispensés par ses puissants alliés. Mais elle ne s'est jamais relevée des guerres de 1991 et 2003, suivies de sa dissolution sous l'égide de Paul Bremmer, l'administrateur civil américain en Irak. (6) Pour qu'une armée combatte et vainque, il faut qu'elle soit soudée par un ciment fort, constitué de valeurs communes en général, et en particulier de toutes les bonnes raisons qu'ont ses soldats de consentir, si nécessaire, le sacrifice suprême. Quand l'unicité de la nation est tout sauf évidente, quand la population est fragmentée en termes de valeurs, de culture, d'idéaux et d'intérêts, l'armée peut attirer des citoyens soucieux de s'assurer un revenu fixe et garanti, voire une perspective de carrière. Mais elle porte en elle toutes les fractures de la société. Ainsi, fin 2014, avec le scandale des *50 000 soldats fantômes (7)*, l'armée irakienne s'illustra-t-elle comme la chambre d'écho de la corruption décomplexée qui fait rage dans la région. Quand 50 000 hommes sur les 300 000 théoriques sont absents « excusés » et que les officiers s'arrosent de pots de vin en remontant la chaîne hiérarchique, c'est que la structure étatique – au-delà même des forces de sécurité – est sclérosée. A l'heure de l'épreuve du feu, il ne faut alors pas imaginer que les hommes présents à leur poste se bousculeront massivement pour l'honneur de tomber en martyrs, quand bien même seraient-ils supérieurement formés et équipés. Après avoir vu les vidéos de ses camarades décapités,

la débâcle cataclysmique provoquée par un ou deux blindés-suicides bourrés de quelques tonnes d'explosifs, et le drapeau du Tawhid hissé un peu plus loin par les jihadistes pour montrer qu'ils sont déjà là, le « bidasse » moyen plante là matériel de pointe, armes, tenue camouflée et bonnes manières pour aller se mettre à l'abri. Cela s'est produit à l'été 2014 lors de la grande offensive de Daesh. Cela s'est reproduit à Ramâdi au printemps 2015. Synthèse: l'armée irakienne n'est pas une force de combat fiable. C'est un fait, et les faits sont têtus.

Mossoul, été 2014 : Daesh parade (déjà) sur des Humvee américains abandonnés par l'armée irakienne, avant d'en faire une de ses montures emblématiques

Les milices chiites

Un des héritages laissés par l'ancien premier-ministre irakien Nouri al-Maliki répond au nom de *Hashd al-Sha'abi*: les « comités de mobilisation du peuple ». Sous cet artifice de langage aux accents socialistes se cache un conglomérat de milices chiites soutenues, armées, formées et souvent coordonnées par Téhéran (8). La réponse de Bagdad à l'inefficacité notoire de son armée. La communauté chiite d'Irak n'est pas un bloc monolithique, et son unité n'allait pas de soi. Cette division a d'ailleurs bien aidé Saddam Hussein pour, en son temps, neutraliser l'hypothétique menace intérieure chiite. Mais la progression spectaculaire de Daesh, peu amène envers les chiites, a dopé le processus. Les noyaux durs armés préexistants sont devenus autant de pôles d'attraction, et *Hashd al-Sha'abi* a évolué comme un ensemble opérationnel cohérent, uni par un sectarisme commun. Lequel sectarisme vise naturellement Daesh, mais aussi, pour beaucoup de ces milices, tout ce qui est plus ou moins sunnite ou soupçonné de l'être. Certains y voient un pendant des Pasdaran, les gardiens de la révolution iranienne, évoluant en marge de l'armée régulière. L'emploi sur le terrain, contre Daesh, de *Hashd al-Sha'abi* a certes révélé des qualités opérationnelles intéressantes, mais le sectarisme s'embarrassant rarement de détails, on ne compte plus les exactions perpétrées par ses combattants, y compris sur les populations civiles sunnites : pillages, assassinats, exécutions sommaires, tortures, mutilations, le tout étant assumé et souvent filmé puis diffusé sur Internet pour avertir les récalcitrants potentiels (9). Le résultat en est souvent contreproductif, puisque pour de nombreux sunnites pas forcément inconditionnels de Daesh, entre le sectarisme violent des milices chiites et celui de Daesh, ils préfèrent celui de Daesh qui, au moins, ne leur est pas a priori hostile puisque sunnite comme eux… Répétons-le, les faits sont têtus. Notamment deux d'entre eux : 1) les guerres hybrides ne se

gagnent pas uniquement via les affrontements armés, le soutien des populations étant essentiel; 2) le soutien de gens dont on a massacré les proches et pillé les biens n'est ni durable, ni sincère. Sans pour autant mériter une effusion de louanges pour ses qualités militaires, *Hashd al-Sha'abi* s'est avéré plus efficace au combat que bien des unités de l'armée irakienne. Mais en termes de soft-power – l'art de s'attacher l'adhésion des populations –, le compte n'y est clairement pas. Voilà sans doute les raisons du non-déploiement des milices chiites dans la province d'al-Anbâr : 1) Bagdad essaie de tenir les milices chiites loin des agglomérations sunnites et 2) leurs raisonnables aptitudes au combat sont nécessaires sur le chemin de Mossoul.

Et maintenant ?

Ce que Daesh fera de Ramâdi n'est pas encore prévisible. A-t-il les moyens de s'y établir pour durer ou se repliera-t-il progressivement au fil des jours et semaines à venir, attendant l'opportunité d'adresser à ses ennemis un nouvel uppercut sous l'effet de la surprise ? Toujours est-il que ce succès offensif apportera des bénéfices à Daesh, et aucun à Bagdad. Les autorités irakiennes cherchaient à promouvoir l'image d'un Daesh acculé, affaibli par les raids aériens des aviations les plus modernes du monde, prêt à recevoir le coup de grâce. Et soudain, on voit tomber un nouveau chef-lieu de province tandis que s'expose à nouveau sur Internet et toutes les TV du monde le spectacle consternant d'une armée irakienne en débâcle, abandonnant armes et bagages. Nul doute que la propagande de Daesh saura exploiter durablement cet épisode.

Véhicules militaires irakiens abandonnés immortalisés à Ramâdi par les photographes de Daesh le 18 mai 2015. Comme un air de déjà vu…

La surprise exploitée par Daesh pose question quant aux choix faits par le pouvoir irakien et aux compétences de ses forces de sécurité. La province d'al-Anbâr est propice aux infiltrations, et les rives de l'Euphrate ne manquent pas d'objectifs intéressants pour Daesh. Alors que certaines tribus sunnites y sont enclines à lutter contre Daesh ou à observer une neutralité bienveillante envers le gouvernement, Bagdad rechigne à les armer sérieusement, les rendant du même coup vulnérables aux représailles des jihadistes. Cela ne manque pas d'affecter leur fidélité. L'examen de la situation tactique de ces dernières semaines rend la surprise de Ramâdi… surprenante. Le problème des infiltrations au nez et à la barbe de l'aviation de la coalition est bien connu et documenté (10) mais il faut croire qu'il n'a pas été pris suffisamment au sérieux. D'autre part, le pouvoir multiplie les maladresses de nature à perdre chaque jour un peu plus de crédit auprès des populations sunnites que Daesh n'a pas

encore converties à sa cause. Au point qu'à défaut d'adhérer à l'idéologie de Daesh, nombre d'autochtones finissent par le considérer comme un moindre mal comparé aux milices de *Hashd al-Sha'abi* et à un pouvoir central perçu comme de plus en plus inféodé à Téhéran. La méthode la plus prometteuse pour Bagdad serait sans doute celle des petits pas : exploiter les milices chiites en rase-campagne, loin des populations sunnites, et prendre son temps pour gagner méticuleusement la confiance de celles-ci. C'est apparemment l'option qui a été retenue après la bataille de Tikrit et les exactions qu'y ont commises des miliciens chiites : *Hashd al-Sha'abi* a été affecté aux secteurs les moins peuplés, l'armée et la police se chargeant plus particulièrement des zones à forte densité de population – principalement à dominante sunnite. Il semble que Daesh ait interrompu cet ambitieux programme…

Rester sans réaction reviendrait, pour le gouvernement irakien, à émettre un message désastreux. Ce serait un aveu d'impuissance de nature à l'affaiblir encore plus : le signe que depuis la débâcle de l'été 2014, rien n'a vraiment changé. Mais réagir condamnerait Bagdad à faire le jeu de Daesh. En effet, l'armée n'ayant pas la capacité de se confronter avec succès aux jihadistes, la reconquête de Ramâdi impliquerait le déploiement sur zone des milices chiites de *Hashd al-Sha'abi*, au grand désarroi d'une large part des populations sunnites qui subiront leur pesante présence. Daesh a ainsi mis le gouvernement irakien dans une situation où tous les choix sont mauvais et où il va falloir opter pour le moins délétère. Il est assurément des situations plus enviables. Dans ce sanglant jeu de dupes, aucun pays de la coalition dirigée par les Etats-Unis n'a encore affiché clairement ses buts de guerre. A se demander si l'on en a vraiment… A moins que l'instabilité de la région ne recèle suffisamment d'avantages pour que bon an, mal an, on s'en contente ?

Jean-Marc LAFON

(1) Mossoul est le chef-lieu de la province de Ninive. Elle

est tombée aux mains de Daesh en juin 2014.

(2) *Le Management de la Sauvagerie,* Jean-Marc LAFON : http://kurultay.fr/blog/?p=187

(3) Nous parlons là des forces terrestres : forces de sécurité irakiennes, milices chiites, quelques milices sunnites. Les Peshmergas rechignent à opérer hors du Kurdistan.

(4) *Iraq is Iran's 'strategic depth : Army commander,* agence iranienne IRNA: http://www.irna.ir/en/News/81533347/

(5) Les ressorts sociaux sont évoqués dans cet intéressant article d'avant la guerre actuelle: *10 ans après, que devient l'Irak ?* 2013, le Monde Diplomatique, Peter Harling http://www.monde-diplomatique.fr/2013/03/HARLING/48806

(6) *Feu l'armée de Saddam Hussein.* Article pour Libération de Marc SEMO, alors envoyé spécial en Irak http://www.liberation.fr/monde/2003/05/24/feu-l-armee-de-saddam-hussein_434712

(7) *L'Irak veut combattre la corruption après la découverte de 50 000 soldats fictifs* http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/11/30/l-irak-veut-combattre-la-corruption-apres-la-decouverte-de-50-000-soldats-fictifs_4531763_3218.html

(8) *Hashd al-Shaabi / Hashd Shaabi Popular Mobilization Units / People's Mobilization Forces,* GlobalSecurity.org http://www.globalsecurity.org/military/world/para/hashd-al-shaabi.htm

(9) *Des miliciens chiites rivalisent de barbarie avec l'EI*, France 24 http://observers.france24.com/fr/content/20140910-miliciens-chiites-surenchere-barbare-etat-islamique-irak-video-decapitation

(10) Sujet évoqué ici même dans le billet *Aviation contre Etat*

Islamique, Jean-Marc LAFON : http://kurultay.fr/blog/?p=125